



PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA
Governo Fernando Henrique Cardoso

DEUX ANNÉES DE CHANGEMENTS

BRASÍLIA
1997

Presidência da República
Governo Fernando Henrique Cardoso

DEUX ANNÉES DE CHANGEMENTS

BRASÍLIA
1997

Brasil, Presidente, 1995- : (F.H. Cardoso)

Deux annés de changements / Fernando Henrique Cardoso.—Brasília: Presidência da República, Secretaria de Comunicação Social, 1997.

51p.— (Documentos da Presidência da República.)

1. Política e governo - Brasil. I. Cardoso, Fernando Henrique, 1931- . II. Brasil. Ministério da Fazenda. III. Brasil. Ministério do Planejamento e Orçamento. IV. Título. V. Série.

CDD 338.981

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PARTIE I — ECONOMIE	9
1. Inflation	9
■ Distribution du revenu	11
2. Croissance	16
■ Produit Interne Brut (PIB)	16
■ Emploi	17
■ Mesures en faveur de l'investissement	19
Diminution des impôts	19
Réduction des frais financiers	21
Abaissement des coûts d'infrastructure	22
a) privatisations	23
b) le Brésil en action	26
3. Cadre fiscal	29
4. Secteur externe	32
■ Balance commerciale	33
■ Investissements étrangers	34
■ Réserves internationales	35
PARTIE II — DOMAINE SOCIAL	37
■ Sécurité sociale	37

■ Santé	39
■ Education	42
■ Emploi	44
■ Réforme agraire	45
■ Communauté solidaire	46
■ Culture	47
■ Environnement	48
■ Défense nationale	48
■ Droits de l'homme	49
■ Question indigène	49

CONSIDERATIONS FINALES	51
------------------------	----

INTRODUCTION

Au cours des deux dernières années, le Brésil a beaucoup changé, et en mieux. Mais nous ne sommes pas les seuls à avoir changé, car tous les pays du monde ont subi des transformations rapides et profondes.

Le Brésil se sent à l'aise dans le monde actuel. La démocratie et la liberté économique acquises aujourd'hui ont coûté cher au peuple brésilien. Nous avons cessé de considérer le monde comme une source de menaces et nous le voyons chaque jour davantage comme un vaste champ d'opportunités qui nous permettront de réaliser nos aspirations de développement et de justice sociale. Parce que c'est nécessairement de l'extérieur que viendront certains facteurs essentiels à la croissance soutenue de notre économie, notamment les investissements qui créent des emplois, et les technologies sophistiquées qui renforcent notre compétitivité à l'étranger.

La globalisation est une donnée de la réalité, et non un choix idéologique. Nous devons l'accepter avec réalisme et nous efforcer d'en tirer le plus d'avantages possibles pour le Brésil. Contrairement à ce que pensent bon nombre de gens, la globalisation n'est pas une camisole de force qui servirait uniquement les lois du marché, au détriment de l'autonomie et de la capacité d'intervention de l'Etat. Les règles qui définissent le champ d'action des acteurs économiques continuent à être fixées au niveau politique par les Etats. Or dans la définition de ces règles qui constituent le cadre juridique et institutionnel de la globalisation, les jeux de pouvoir sont toujours présents. Dans ce sens, les Etats qui

renonceront à jouer un rôle actif sur la scène internationale sont voués à la marginalisation.

L'Etat doit être bien préparé afin de préserver ses intérêts dans la négociation politique des règles de la globalisation. Il doit aussi être capable d'affiner son action, car l'éventail des sujets à traiter est plus complexe qu'auparavant. Ceux qui prédisent la disparition de l'Etat ont parlé trop vite. D'une certaine manière, son rôle est devenu encore plus important. Parallèlement à ses attributions traditionnelles, telles que la sécurité, la santé et l'éducation, il doit maintenant, dans le cadre de la démocratie, répondre aux exigences croissantes des citoyens qui réclament davantage d'équité sociale, un environnement sain et le respect des droits de l'homme. Un Etat uni et bien organisé, mais fort, sera davantage en mesure de répondre aux besoins qui émergeront de la globalisation proprement dite.

C'est sur cette toile de fond que s'inscrit l'ensemble des actions de mon gouvernement d'inspiration sociale-démocrate. Nous avons réussi à opérer des mutations qui améliorent le pays et renforcent notre crédibilité à l'étranger, à commencer par la stabilité intérieure et la croissance économique grâce au Plan Réal. Cette action est allée de pair avec une amélioration déjà sensible de la distribution du revenu en faveur des moins nantis.

Au cours de mes voyages à l'étranger, j'ai apporté ce message d'un Brésil renoué, qui entre dans un nouveau cycle d'expansion économique et de justice sociale accrue. Je suis heureux de présenter aux responsables du gouvernement, aux chefs d'entreprise, aux journalistes et aux universitaires ce nouveau Brésil que nous construisons chaque jour. J'ai trouvé une audience attentive et les résultats ont été très positifs, ce que confirment les annonces répétées de nouveaux investissements productifs au Brésil. L'intérêt suscité par le Brésil s'est considérablement accru à l'étranger, et avec lui notre crédibilité.

Le bilan des réalisations du gouvernement qui va être présenté dans ce rapport montre que le pays n'a pas seulement progressé au cours des deux dernières années, mais qu'il est maintenant sur la bonne voie. Une voie qui va dans la bonne direction et qui permet d'ores et déjà de construire un avenir meilleur pour tous les Brésiliens.

Fernando Henrique Cardoso

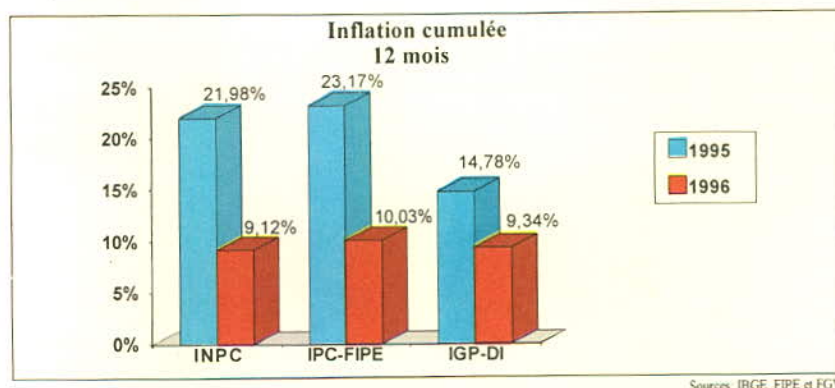
DEUX ANNEES DE CHANGEMENTS*

PARTIE I — ECONOMIE

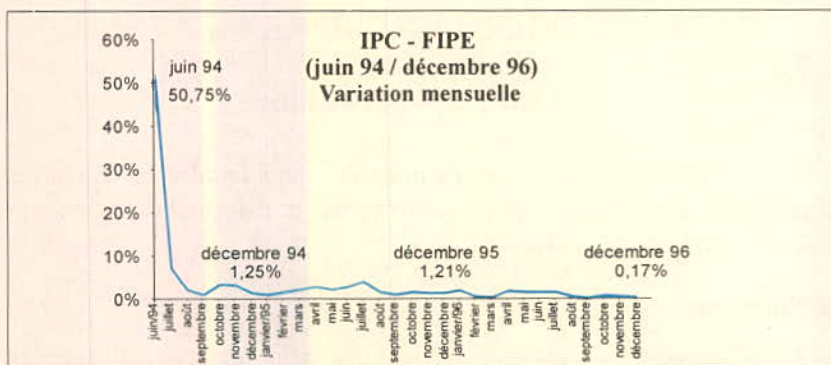
Nous allons commencer ce bilan des deux années du gouvernement par ce qui a été le point de départ de nos transformations économiques: la lutte contre l'inflation.

1. Inflation

L'année 1996 s'est achevée avec une inflation à 10%, alors qu'en 1995, le taux d'inflation annuel avait atteint près de 20%. On n'avait pas enregistré des taux d'inflation aussi bas au Brésil depuis les années 50. Plus de 30 mois après le lancement du Plan Réal, l'inflation continue à baisser. Les taux d'inflation pour l'ensemble de l'année 1996 correspondent à ceux d'une semaine il y a un peu plus de deux ans. Ces données prouvent la consolidation du Plan Réal. Au terme d'une période de 30 mois, le souvenir de l'inflation commence à s'estomper. Derrière cet effort on constate un changement de mentalité: l'indexation, qui était un mécanisme de reproduction automatique de l'inflation, commence à disparaître.



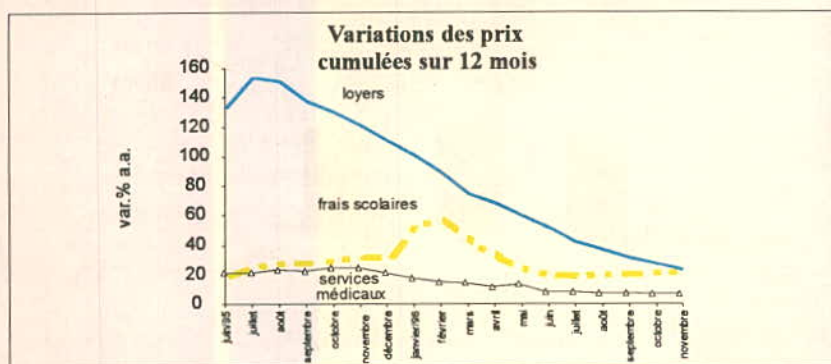
(*) Version révisée de la présentation du Président de la République au Palais du Planalto le 19.12.96.



Source: FIPE

Les données de l'inflation indiquent que l'économie brésilienne traverse une période de stabilisation des prix relatifs et de convergence des variations de prix à un niveau inférieur. Grâce à l'ouverture de l'économie, il a été possible de maîtriser l'inflation sur les produits qui pouvaient être importés, en prenant le prix international comme référence.

L'année 1996 s'est aussi caractérisée par le contrôle de l'inflation sur les produits non commercialisables à l'étranger, en particulier les services et les loyers. Les prix des loyers, des services médicaux et des frais scolaires ne sont pas seulement en baisse, ils convergent vers un niveau inférieur. Le graphique ci-après montre que les prix des services et des contrats, qui étaient frappés par les taux d'inflation les plus élevés en 1995, sont en train de diminuer de manière constante.

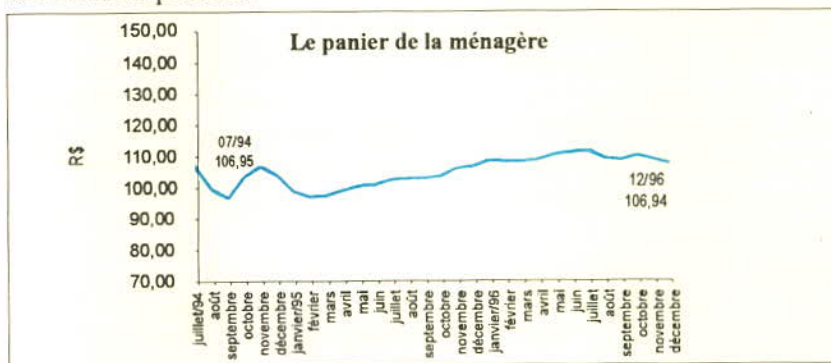


Source: FIPE

Le Plan Réal n'a pas seulement permis de maîtriser l'inflation, il a aussi favorisé une redistribution significative du revenu qui a largement bénéficié aux couches de population les plus pauvres de la société brésilienne. Le Brésil traverse aujourd'hui une phase caractérisée par une monnaie stable, une bonne distribution du revenu et une croissance économique.

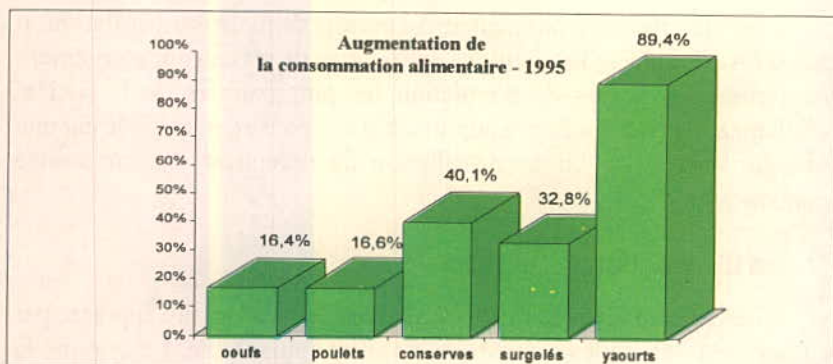
■ Distribution du Revenu

Les principaux bénéficiaires de la stabilité monétaire apportée par le Plan Réal ont été les groupes au revenu le plus faible. Le fait que le coût du panier de la ménagère ait enregistré une variation zéro au cours de cette période en est un indicateur particulièrement éloquent. En effet, le panier de la ménagère est actuellement au même prix qu'en juillet 1994, soit 106,95 réals, ce qui a profité essentiellement à la population au revenu le plus bas.



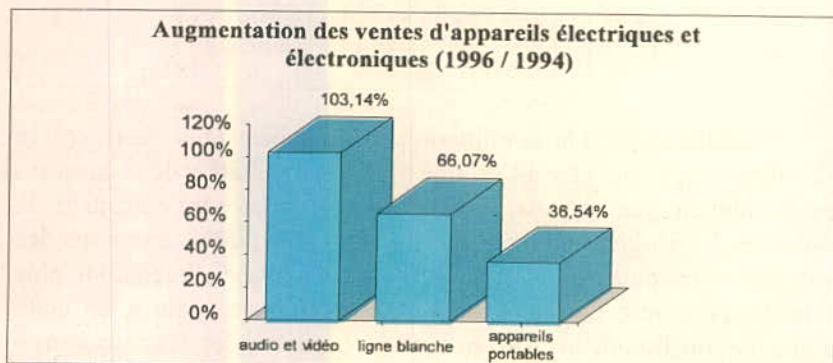
Source: PROCON / DIEESE

Parallèlement à la stabilité du prix du panier de la ménagère, le Plan Réal a également été à l'origine d'une augmentation de la consommation alimentaire, en particulier des aliments contenant davantage de protéines. La progression de la consommation de poulet révèle que les populations les plus pauvres commencent à avoir une alimentation plus riche en protéines. De même la consommation de yaourts, en nette augmentation, traduit un changement dans les habitudes des consommateurs. Les Brésiliens commencent à mieux se nourrir.



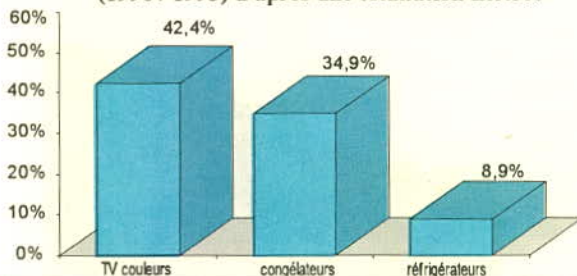
Source: NIELSEN

Les ventes de biens durables ont également progressé au cours de ces deux années de gouvernement, tandis que les ventes de réfrigérateurs, de congélateurs, de téléviseurs, de chaînes audio et d'appareils portables enregistraient une hausse importante pendant cette période. Les données 1995 de la Recherche nationale par échantillonnage de domicile (PNAD) indiquent qu'après le Plan Réal, les foyers brésiliens s'équipent de plus en plus en appareils électroménagers. Ainsi, l'embellie ne porte pas seulement sur la consommation de produits alimentaires et sur le panier de la ménagère, mais aussi sur les biens durables, ce qui révèle une évolution réelle des conditions de vie de la population.



Source: Eletros

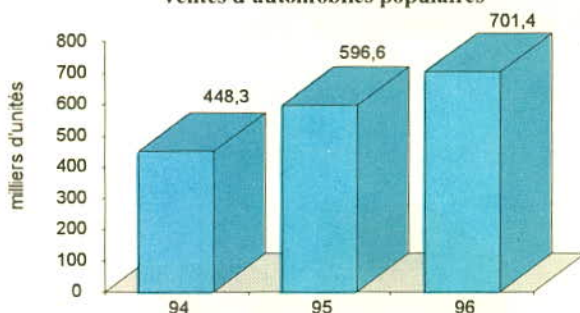
**Augmentation des appareils
électroménagers dans les ménages
(1996 / 1993) d'après une estimation Eletros**



Sources: IBCE / PNAD / Eletros

Les ventes d'automobiles populaires sont également révélatrices d'une bonne redistribution du revenu au cours de cette période: en effet, les ventes de ce secteur ont progressé de 33% en 1995 et de 57% en 1996. Ceci signifie que la consommation de voitures destinées aux couches de population à faible revenu a enregistré une croissance plus rapide que l'ensemble de la production d'automobiles.

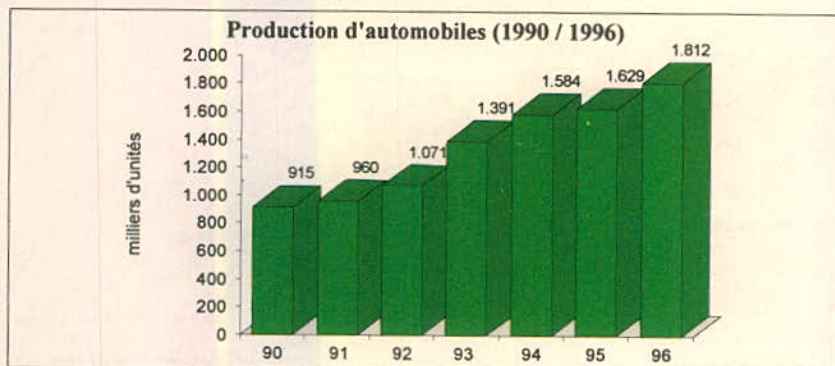
Ventes d'automobiles populaires



Source: Anfavea

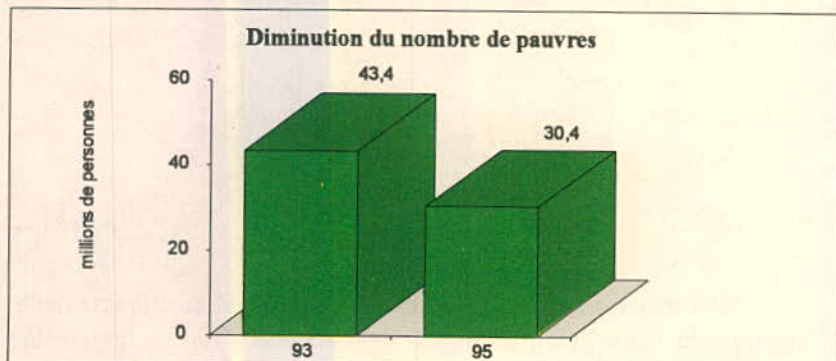
L'augmentation de la consommation a entraîné une hausse de la production de véhicules à partir de 1994. Grâce à un contingent de nouveaux consommateurs qui commencent à accéder à ce marché, le

Brésil pourrait devenir au tournant du siècle le quatrième marché consommateur et le cinquième producteur mondial de véhicules.



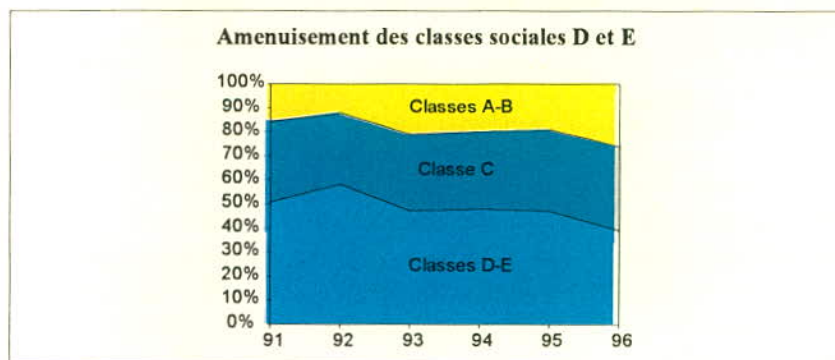
Source: Anfavea

Par conséquent, la redistribution du revenu a été le résultat social le plus manifeste de la stabilisation de la monnaie. Le nombre de pauvres a sensiblement diminué. Les recherches de l'IBGE et de l'IPEA révèlent que près de 13 millions de Brésiliens sont sortis de la situation de pauvreté au cours de la période 1993 — 1995 (leur nombre de 43,3 millions en 1993 est tombé à 30,4 millions en 1995). Après la mise en place du Plan Réal, on a enregistré une augmentation significative du revenu moyen des personnes qui se situaient en dessous du seuil de pauvreté. Le Plan Réal n'a pas seulement permis de maîtriser l'inflation, il a aussi évité que la population la plus pauvre en paie le prix.



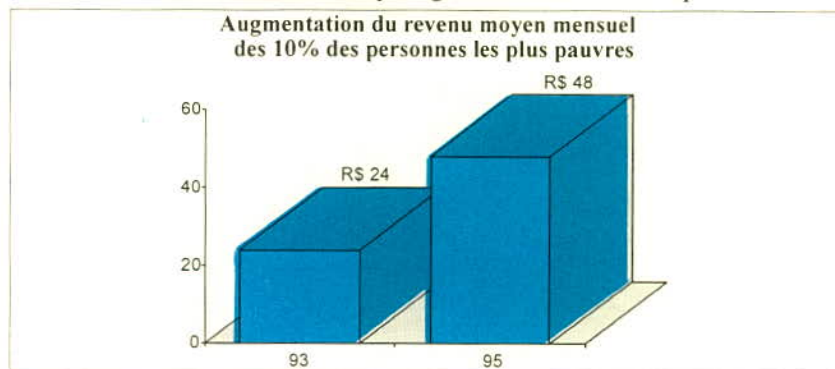
Source: SONIA ROCHA / IPEA

On peut également mesurer l'effet positif du Plan Réel en considérant les modifications des classes sociales qui se sont produites au Brésil. Les classes les plus pauvres («D» et «E») ont diminué de 17%, tandis que les plus riches («A» et «B») ont progressé de 21%. Ceci montre que les classes sociales brésiliennes sont actuellement en pleine restructuration, autrement dit que des millions de Brésiliens sont en passe de quitter la classe pauvre pour accéder à la classe moyenne. Il s'agit là d'une donnée extrêmement importante, parce qu'elle modifie une structure sociale stratifiée depuis très longtemps, et que c'est un élément très difficile à changer dans n'importe quelle société.



Source: DATAFOLHA

Le revenu mensuel moyen des 10% des personnes les plus pauvres a doublé entre 1993 et 1995, ce qui signifie non seulement que le nombre



Source: SONIA ROCHA / IPEA

de pauvres a diminué, mais aussi que ceux qui sont encore pauvres le sont moins qu'avant.

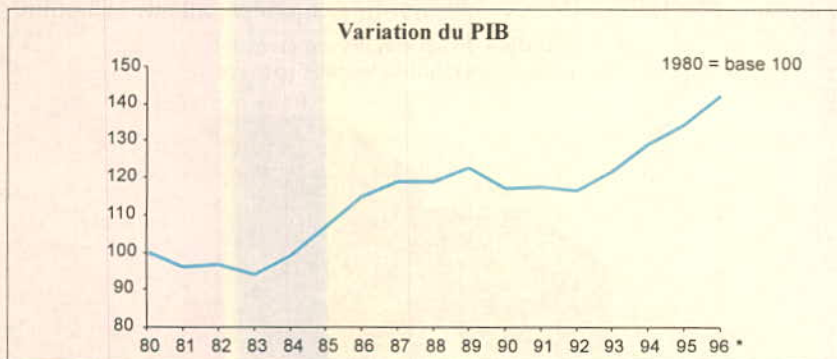
2. Croissance

Beaucoup de gens ont vivement critiqué le Plan Réal car ils pensaient que le contrôle monétaire n'irait pas de pair avec la croissance économique. Mais c'est le contraire qui s'est produit.

■ Produit Interne Brut

En 1995, le PIB brésilien a progressé de 4,2%. En 1996, on estime que la croissance économique réelle a été de 3,1%.

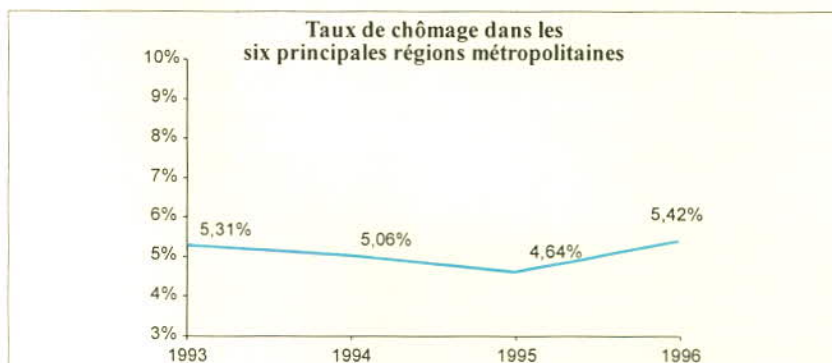
Avec les taux de croissance prévus pour les prochaines années, le Brésil pourra progresser de 30% pendant la période 1993 — 1998 et le Produit Interne Brut (PIB) pourrait atteindre 1 trillion de dollars au tournant du siècle. De cette manière, si le taux de croissance de la population se maintient aux niveaux actuels, le revenu par tête du Brésil atteindra 6 mille dollars par habitant. Ce chiffre représente un progrès considérable pour la société brésilienne, mais l'objectif du gouvernement est de l'accroître encore davantage de manière à parvenir effectivement à des taux proches de ceux enregistrés dans des pays relativement plus développés.



■ Emploi

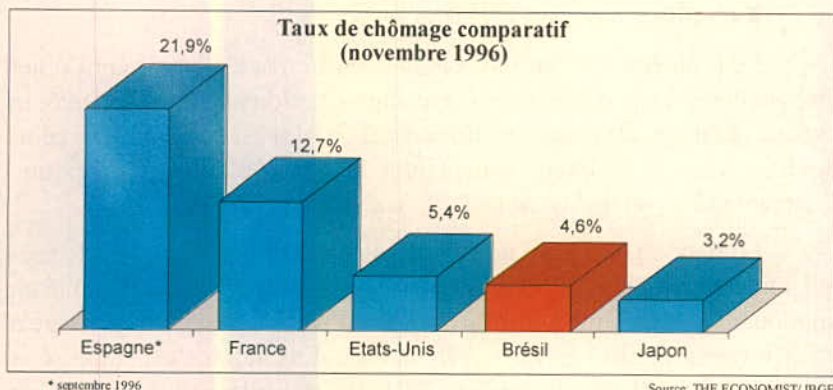
Le problème de l'emploi est une question actuelle qui fait l'objet de bien des débats. Après une légère augmentation au début de 1996, le taux de chômage est revenu au niveau des 5% qui est comparable à celui des Etats-Unis (5,4%), et nettement inférieur à celui d'autres pays tels que l'Espagne (21,9%), l'Argentine (17%) et la France (12,7%).

Le taux de chômage de l'IBGE mentionné ci-dessous est le seul qui soit comparable à l'échelle internationale parce qu'il a été calculé en appliquant la même méthode que les autres pays. Le taux de chômage a effectivement progressé entre 1995 et 1996. Ensuite, il s'est stabilisé et aujourd'hui, il est plus bas qu'en 1993. En décembre 1996, le taux de chômage ouvert mesuré dans les six principales régions métropolitaines est passé de 4,56% en novembre à 3,82%, le taux moyen s'étant établi à 5,42% en 1996.



Source: IBGE

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'existe pas de chômage, mais que nous mesurons en moyenne ce qui se passe à l'échelle nationale. Les études qui révèlent des taux élevés de chômage concernent dans la majorité des cas des situations localisées ou spécifiques à une activité professionnelle particulière, à la suite d'un processus de restructuration industrielle. Par exemple, les taux de chômage à Sao Paulo, qui sont les plus élevés du pays, reflètent une mutation du schéma économique du pays ou de l'investissement industriel, voire une transformation géographique.



Le cas de l'industrie automobile mérite une analyse spéciale. Au début du gouvernement actuel, seuls deux Etats possédaient des industries de production de véhicules: São Paulo et le Minas Gerais. Aujourd'hui, ces deux Etats comportent davantage d'usines qu'il y a deux ans, et leur production a également augmenté. Le secteur automobile s'est développé en même temps dans les Etats de Rio de Janeiro, de Paraná, de Rio Grande do Sul, de Santa Catarina et bientôt cet essor touchera le Nordeste et Goiás.

L'industrie automobile a tendance à produire des véhicules faisant appel à une technologie nouvelle, et les usines de pièces automobiles devront se conformer à ces nouvelles normes. Bon nombre d'entre elles se sont déjà adaptées, certaines sont en pleine phase de transition, d'autres ont fermé. Mais le gouvernement ne s'est pas croisé les bras pendant ce temps-là. La BNDES a créé un programme spécial de soutien aux usines de pièces automobiles, de même elle a apporté son appui à l'industrie des textiles et des chaussures pendant ce processus de restructuration industrielle. De plus, le ministère du travail a lancé des programmes de formation et de recyclage de la main-d'oeuvre qui sont mis en oeuvre par divers organismes, avec des ressources fédérales. En 1996, le Programme de qualification professionnelle a permis de former près d'un million de travailleurs.

■ Mesures en faveur de l'investissement

Le gouvernement a pris des mesures concrètes et efficaces pour stimuler le développement. D'une part, il maintient d'une main ferme le contrôle de l'inflation, d'autre part, il a abaissé les taux d'intérêts, fourni des crédits, poursuivi la privatisation. Il a lancé un programme de projets prioritaires intitulé «Le Brésil en action», en vue de promouvoir les investissements publics dans les ports, les chemins de fer, les voies d'eau, les routes, ainsi qu'en matière d'éducation et de santé. Ces investissements devraient assurer l'infrastructure physique et humaine nécessaire à la croissance du Brésil.

C'est cette politique de croissance, notamment la diminution des impôts, des frais financiers et des coûts d'infrastructure, qui a permis de stimuler la consommation, d'assurer une meilleure distribution du revenu et de réduire le chômage.

• Diminution des impôts

ICMS

L'une des mesures les plus importantes en faveur de l'investissement a été la réforme de l'ICMS (Impôt sur la circulation des marchandises et des services). Avec le nouveau régime, les producteurs industriels, les agriculteurs ou les commerçants, grands et petits, sont exonérés de cet impôt sur n'importe quelle composante du processus de production, notamment les matières premières, l'énergie électrique, le matériel de bureau, etc. Il s'agit de l'allégement fiscal le plus important institué au Brésil au cours des dernières décennies. Cette mesure qui représente une réduction du coût de l'investissement de l'ordre de 15% et pouvant atteindre jusqu'à 30% dans certains cas, devrait avoir pour effet de faire passer le taux d'investissement à près de 20% du PIB et de produire une croissance additionnelle de 1,5% du PIB par an. La nouvelle législation supprime également le recouvrement de l'ICMS sur les exportations de produits de base et semi-finis tels que le soja, le jus d'orange, les minerais et les produits sidérurgiques. Il s'agit de près d'1/3 des exportations du Brésil qui doivent acquitter aujourd'hui des impôts allant parfois jusqu'à

13%. Grâce à cela, nous pourrons exporter davantage, créer des emplois supplémentaires et augmenter les salaires. Enfin, la réforme de l'ICMS a également eu un impact positif sur les importations. Aujourd'hui, les producteurs brésiliens subissent la concurrence déloyale de produits importés qui ne paient pas d'impôts, alors que le produit national est grevé par une lourde charge fiscale. Avec la nouvelle loi, les producteurs brésiliens seront davantage à même d'affronter la concurrence des produits importés et par conséquent, de défendre les emplois des travailleurs brésiliens.

IRPJ et SIMPLES

Parallèlement à la réforme de l'ICMS, il y a lieu de noter parmi les incitations à l'investissement, la réduction de l'assiette de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRPJ) qui est passée de 25% à 15%, et la création du SIMPLES, un impôt simplifié pour les micro et les petites entreprises.

Outre la diminution de l'assiette indiquée ci-dessus, la loi n° 9.249 du 26.12.95 introduit les modifications suivantes dans le régime de l'IRPJ:

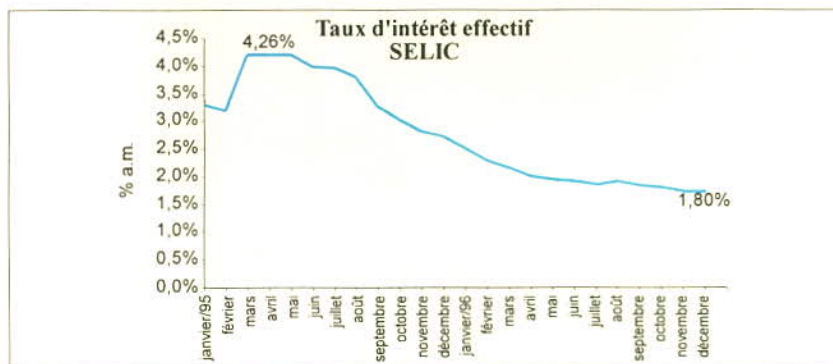
- harmonisation de l'assiette imposable (égalité de traitement entre les capitaux nationaux et les capitaux étrangers, et entre les investissements productifs et les capitaux de risque);
- élargissement du régime d'imposition simplifiée
- simplification du calcul de l'impôt.

Avec le SIMPLES (Système intégré de paiement des impôts et contributions), les obligations fiscales des micro-entreprises et des entreprises de petite taille vont se trouver simplifiées. La structure de base du SIMPLES inclut les impôts suivants: Impôt sur le revenu des sociétés (IRPJ), Contribution pour les Programmes d'insertion sociale et de constitution du patrimoine des fonctionnaires (PIS / PASEP), Contribution sociale sur les bénéfices bruts (CSLL), Contribution pour le financement de la Sécurité sociale (COFINS), et les cotisations de Sécurité sociale. Le nouvel impôt est réglé par prélèvement mensuel, avec une

assiette minimale de 5% et maximale de 10% des recettes brutes. Non seulement le SIMPLES facilite la vie des petites entreprises, mais il permet aussi de réduire la charge fiscale qui pèsent sur elles, de sorte qu'il leur reste davantage de ressources pour investir et créer de nouveaux emplois.

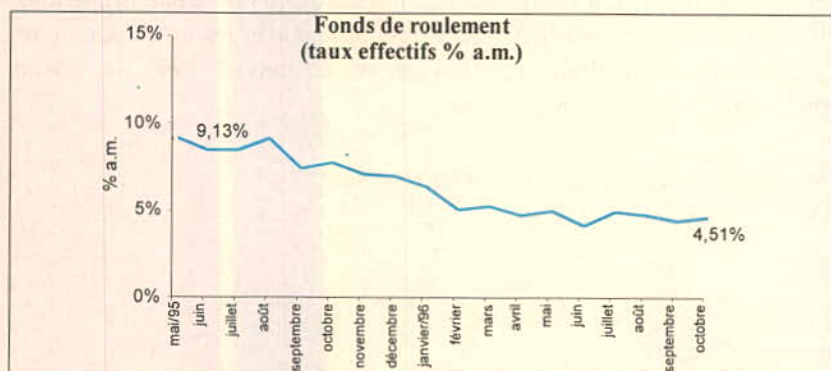
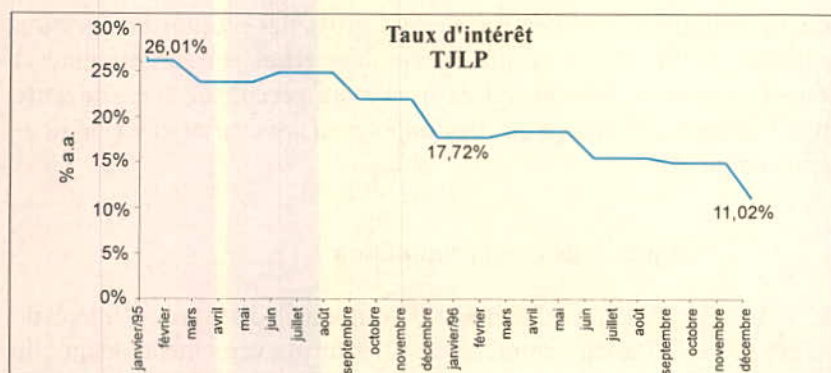
• Réduction des frais financiers

Le taux d'intérêt effectif SELIC, autrement dit le taux d'intérêt de base réglé par la Banco Central sur les titres du gouvernement lorsqu'elle les place sur le marché est tombé de 4,2% par mois en mai 1995 à 1,8% par mois en décembre 1996. Même s'il reste élevé (11% par an), le taux d'intérêt à long terme (TJLP) qui permet de financer les investissements s'est établi aux alentours de 26% par an en janvier 1995. Il devrait poursuivre sa tendance à la baisse.



Source: BACEN

Outre la baisse des taux d'intérêt, il est important de mentionner l'amélioration des conditions de crédit. Tout au long de 1996, le coût du crédit a sensiblement diminué en raison de l'assouplissement de la politique monétaire et de crédit. Un emprunt de fonds de roulement qui coûtait environ 9% par mois en 1995 ne revient plus qu'à 4,5% par mois à la fin de 1996.



• Abaissement des coût d'infrastructure

Parallèlement aux mécanismes fiscaux et financiers visant à soutenir la politique de croissance, le gouvernement a déployé un gros effort pour réduire les coûts d'infrastructure. Au cours de ces deux années, il s'est opéré un transfert important vers l'initiative privée d'activités qui aujourd'hui ne méritent plus de rester sous le contrôle de l'Etat. Avec le renforcement du programme de dénationalisation, le gouvernement a lancé une série de projets d'investissement pour le développement intitulé «Le Brésil en action».

a) Privatisations

En 1995, le gouvernement a créé le Conseil national de dénationalisation, organe rattaché directement à la Présidence de la République, afin d'accélérer le processus de dénationalisation. Au cours de la même année, 8 entreprises ont été vendues pour la somme totale de 1,63 milliard de dollars, dont 1 milliard de recettes provenant de la vente et 0,63 milliard de cession de créances.

L'année 1996 a été marquée par un changement d'orientation dans le programme de privatisations, et ceci pour plusieurs raisons.

En premier lieu, la privatisation du secteur pétrochimique s'est achevée, avec la mise en vente publique de cinq entreprises (Deten, EDN, Polibrasil, Polipropileno et Koppol), clôturant ainsi la première phase du programme qui avait commencé en 1991, au cours de laquelle quarante-cinq sociétés appartenant essentiellement aux secteurs sidérurgique, pétrochimique et des engrais sont passées entre les mains de l'initiative privée.

En second lieu, les modalités et le calendrier de privatisation de la Companhia Vale do Rio Doce ont été définis et le contrôle de cette société fera l'objet d'une mise en vente publique en 1997, marquant ainsi la fin des privatisations du secteur industriel en général.

En troisième lieu, les transferts de services publics en faveur du secteur privé ont été accélérés en régime de concession ou de bail au niveau fédéral ou des Etats.

Dans le secteur électrique, la société Light privatisée en mai 1996 a rapporté la somme de 2,35 milliards de dollars, soit la plus importante obtenue jusqu'à présent dans le cadre du programme de privatisations. A l'échelle des Etats où sont concentrées les compagnies de distribution d'énergie, la CERJ privatisée en novembre a été vendue avec des agios de 30,27%, produisant ainsi des recettes de 587,4 millions de dollars. De même, plusieurs entreprises publiques de distribution d'énergie sont en cours de privatisation, notamment COELBA à Bahia, CEMIG dans le Minas Gerais, COPEL dans le Parana, CEMAT dans le Mato Grosso et

ENERSUL dans le Mato Grosso do Sul. A l'instar de ce qui s'est produit avec la CERJ, ces entreprises ont bénéficié lors de leur privatisation du soutien technique et financier de la BNDES.

Parmi les privatisations dans les Etats, il faut également citer la vente de 35% des actions avec droit de vote de la Companhia Riograndense de Telecomunicações (CRT) qui a rapporté 655,5 millions de dollars.

Dans le secteur des transports, la privatisation a considérablement progressé dans les chemins de fer. Sur les six réseaux de la RFFSA, cinq ont été donnés à bail pour la somme de 1,5 milliard de dollars. Il s'agit des cinq réseaux les plus importants qui assurent rien moins que 97% des transports réalisés par la RFFSA et près de 30% de la charge totale de transport ferroviaire au Brésil (ce pourcentage atteint 50% si on exclut la ligne de Carajas exploitée par la Companhia Vale do Rio Doce).

Toujours dans le domaine de la privatisation des transports à l'échelle des Etats, la sous-concession du transport ferroviaire assurée par FERROESTE a été transférée au secteur privé en décembre 1996 pour la somme de 24,9 millions de dollars, ce qui porte le montant total des privatisations dans les Etats à 1,27 milliard de dollars.

Il y a lieu de noter que les capitaux étrangers ont joué un rôle prédominant dans les privatisations réalisées dans le secteur électrique et ferroviaire. La présence marquée de capitaux extérieurs à l'occasion de ces premières privatisations du secteur d'infrastructure indique clairement une tendance pour 1997 et contraste avec la première phase du programme (jusqu'en 1995) au cours de laquelle les capitaux nationaux avaient participé à 95%.

Des privatisations ont également eu lieu dans le secteur routier, avec le transfert au secteur privé de 860 km de routes fédérales, dont certaines routes importantes comme la Via Dutra (qui relie Rio de Janeiro et Sao Paulo) et la route Rio de Janeiro — Juiz de Fora.

Il faut enfin mentionner que 31 ports ont été inclus dans le Programme national de dénationalisation. La privatisation de sept d'en-

tre eux est déjà en cours: Cabedelo, dans le Paraiba, Itajai et Laguna, dans le Santa Catarina, et Porto Velho, dans le Rondonia dans un premier temps, puis dans une seconde phase, les ports de Recife, Maceio et Manaus. Le programme de concession de baux portant sur les terminaux privés dans les ports avance parallèlement.

Les recettes qui ont découlé du Programme national de dénationalisation ont atteint 4,08 milliards de dollars en 1996. Si on ajoute à cette somme le montant d'1,27 milliard obtenu avec les privatisations des Etats, le résultat final s'élève à 5,35 milliards de dollars, soit plus du double des recettes du PND en 1993 (2,63 milliards de dollars), le plus élevé jusqu'à présent.

Le programme arrivera au terme de sa cinquième année avec des recettes de 14,96 milliards de dollars et des cessions de dettes de 4,56 milliards, pour un bénéfice global de 19,52 milliards. Ces valeurs n'incluent pas les dettes éventuellement cédées dans le cadre des privatisations de la CERJ, la CRT et FERROESTE.

Privatisations 1991-1996

(en millions de dollars US)

Année	Entreprises	Recettes des ventes	Cessions de créances	Total
1991	4	1.614	374	1.988
1992	14	2.401	982	3.383
1993	6	2.627	1.561	4.188
1994	9	1.966	349	2.315
1995	8	1.003	625	1.628
1996	14	5.348	670	6.018
Total*	55	14.959	4.561	19.520

(*) N'inclut pas les dettes qui pourront être cédées dans le cadre des privatisations de la CERJ, la CRT et FERROESTE.

Source: BNDES

Bilan de la privatisation
Gouvernement Fernando Henrique Cardoso

Entreprises privatisées

1. ESCELSA	12. RFFSA (CENTRE-EST)
2. COPENE	13. RFFSA -RESEAU SUD-EST)
3. CPC	14. LIGHT
4. SALGEMA	15. DETEN
5. COR	16. POLIBRASIL
6. NITROCARBONO	17. EDN
7. PRONOR	18. RFFSA (TEREZA CRISTINA)
8. CBP	19. FRRSA (RESEAU SUD)
9. POLIPROPILENO	20. FERROESTE
10. KOPPOL	21. CERJ
11. RFFSA (RESEAU OUEST)	22. CRT

Recettes des ventes: 6,35 milliards de dollars

b) Le Brésil en action

«Le Brésil en action» se compose de 42 projets et programmes prioritaires pour le développement, d'un montant global de 70 milliards de réals (environ US\$ 70 milliards), destinés à assurer l'infrastructure physique et humaine nécessaire à la reprise des investissements. Ces projets représentent seulement une partie de l'action menée par le gouvernement. Ils ont été sélectionnés en fonction de l'importance du rôle qu'ils jouent pour stimuler les investissements productifs, et par conséquent la croissance. Les objectifs visés sont les suivants:

- réduire les coûts de production et de commercialisation et assurer la viabilité d'un grand nombre d'autres investissements qui permettront de soutenir la dynamique de croissance économique au cours des prochaines décennies;
- renforcer l'efficacité de l'action gouvernementale en centrant les efforts sur des objectifs sélectionnés et clairement définis, de manière à éviter une dispersion des ressources;

- introduire un nouveau modèle de gestion (gestion de type «focalisée»);
- exploiter au maximum le partenariat avec le secteur privé; et
- créer un environnement plus propice aux investissements publics et privés.

Le Brésil en action

	Projets	Ressources (en millions de réals)	Participacion (en %)
Agriculture	1	3.072,0	3,87
Communications	2	33.087,8	41,87
Education	3	1.417,2	1,79
Emploi	4	7.718,9	9,77
Energie	6	4.608,8	5,83
Logement	3	5.176,6	6,55
Environnement	2	2.767,2	3,50
Réforme agraire	1	7.215,0	9,13
Santé	4	5.047,5	6,39
Transports	15	8.135,5	10,28
Tourisme	1	800,0	1,01
Total	42	79.034,5	100,0

Source: MPO

Les principaux points du programme pour la période 1997-1998 sont les suivants:

Répartition des ressources par source (1997-1998)	millions de réals
Investissements du gouvernement fédéral	10.287,3
Financements externes	3.701,3
Investissements privés	12.766,7
Investissements des gouvernements municipaux et des Etats	2.970,0
Investissements des entreprises publiques, du Fonds de protection des travailleurs (FAT) et du Fonds de garantie pour le temps de service (FGTS)	24.634,4
Total	54.359,7

Source: MPO

Montant total des projets par secteur (1997-1998)	en millions de réals
Agriculture	10.324,9
Communications	16.618,0
Education	1.783,0
Emploi	7.138,9
Energie	3.429,0
Logement	5.176,6
Assainissement	2.664,7
Santé	2.382,8
Transports	4.640,8
Tourisme	201,0
Total	54.359,7

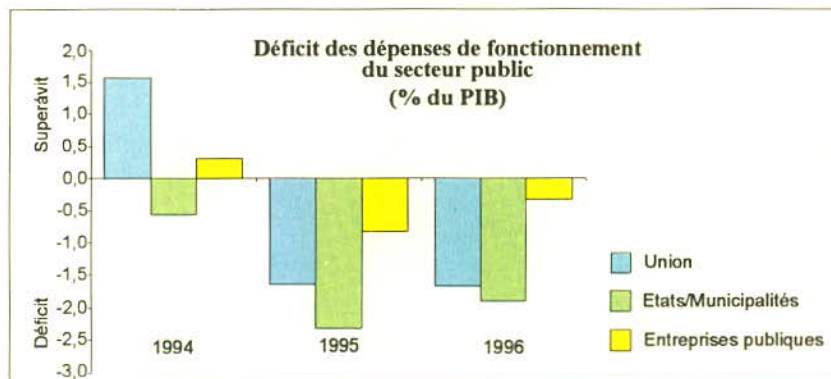
Source: MPO

On trouve plusieurs exemples de la réduction des coûts d'infrastructure dans le cadre du programme «Le Brésil en action» dans le secteur des transports: c'est le cas du couloir Nord-Ouest (voie d'eau de Madeiro et BR-364) qui permettra de faire passer les frais de transport d'une tonne de soja de 102 dollars (via le port de Santos) à 66 dollars. Dans le couloir Centre-Nord (voie d'eau Araguaia — Tocantins, voie ferrée Nord-Sud et ports de Ponta da Madeira et Itaqui), le coût de 87 dollars sera abaissé à 38 dollars seulement, et dans le couloir Est (Ligne Unai-Pirapora, Minas-Vitoria et port de Tubarao), ils chuteront de 62 à 38 dollars.

3. Cadre Fiscal

Le cadre fiscal reste le défi majeur pour le Plan Réel et pour assurer une croissance soutenue.

En 1996, le déficit cumulé des frais de fonctionnement du secteur public était de l'ordre de 3,89% du PIB. Les Etats et les municipalités en ont été les principaux responsables, avec une participation à ces dépenses de 1,89% du PIB, tandis que le gouvernement central prenait une part de 1,67% du PIB et les entreprises publiques, de 0,33% du PIB.



Source: BACEN

Les résultats de 1996 sont la conséquence d'un ensemble de facteurs. Premièrement, le déficit public, qui inclut les intérêts réels sur

la charge de la dette publique, ne devrait pas enregistrer une amélioration substantielle par rapport à 1995, du fait que le taux d'intérêt réel reste très élevé par suite de la baisse considérable de l'inflation. Autrement dit, en dépit du maintien de la politique monétaire de baisse progressive des taux d'intérêts nominaux tout au long de l'année 1996, le taux d'intérêt réel se situe encore à un niveau élevé en raison de la réduction plus que proportionnelle des taux d'inflation.

Deuxièmement, le résultat provisoire cumulé jusqu'à novembre (0,00% du PIB) a été inférieur à celui obtenu en 1995. Ceci est essentiellement dû à l'augmentation des dépenses de personnel à la suite des hausses salariales accordées en 1995 qui ont concerné même le personnel employé par les Etats et les municipalités et dont l'impact s'est fait sentir sur cette année, à l'accroissement des prestations de sécurité sociale et aux recettes fiscales relativement faibles perçues dans l'Union. La baisse des recettes fiscales est en partie la conséquence des performances moins bonnes de l'activité économique en 1996 (croissance du PIB autour de 3%), dans tous les cas inférieures à celles enregistrées en 1995. Bien que le gouvernement ait mis en oeuvre en 1995 et 1996 diverses mesures visant à optimiser la perception de l'impôt, celles-ci n'ont pas eu l'impact immédiat souhaité.

Pour résoudre la question du déficit public, le gouvernement met au point un train de mesures conjointement avec le Congrès en vue d'approuver les réformes du système de sécurité sociale et de l'administration. L'approbation de ces deux réformes est fondamentale pour trouver une solution durable au problème du déficit public.

Afin d'améliorer le résultat provisoire du déficit des comptes du secteur public pour 1997, le gouvernement a pris les mesures suivantes:

- a) maîtrise des dépenses liées aux traitements de la fonction publique qui passe par une diminution du nombre de fonctionnaires dans le cadre du Programme de démission volontaire, et renforcement du contrôle des paiements effectués à ce titre;
- b) accélération du processus de privatisation et réduction consécutive de la dette et du déficit publics, dans la perspective de

transférer au secteur privé des pans importants de l'activité économique, par exemple les télécommunications, le secteur électrique, le complexe Vale do Rio Doce, le Réseau ferroviaire fédéral et le système portuaire;

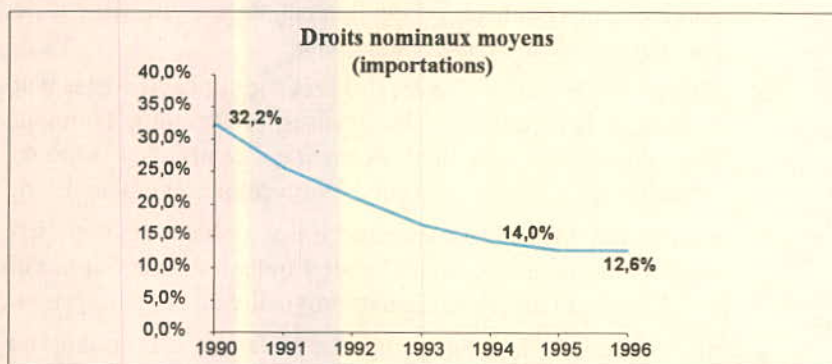
- c) réforme de la législation fiscale, notamment en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des sociétés et la contribution sociale sur les bénéfices bruts;
- d) incitation aux Etats pour qu'ils appliquent des programmes de redressement fiscal, en particulier par un assainissement de leurs dettes mobilière et contractuelle;
- e) réforme du budget 1997, avec des prévisions plus réalistes tant en matière de recettes que de dépenses, prévoyant notamment un excédent provisoire du gouvernement central de l'ordre de 0,8% du PIB, autrement dit supérieur à celui prévu pour 1996;
- f) approbation du Programme des dépenses globales des entreprises fédérales pour 1997, dans le but d'obtenir une amélioration de 0,25% du PIB dans le résultat provisoire de ces entreprises;
- g) mise en oeuvre du programme «Le Brésil en action» en vue d'améliorer l'affectation des ressources budgétaires de 1997 à des programmes qui permettront d'augmenter les investissements publics;
- h) dans le domaine de la sécurité sociale, augmentation des recettes de prévoyance au moyen d'un élargissement de la base de calcul des cotisations et par des modifications dans les assiettes applicables à la commercialisation des produits agricoles, enfin maîtrise des dépenses par une modification de la législation relative aux prestations versées par le système de sécurité sociale.

La mise en oeuvre de ces mesures concernant le contrôle des dépenses, l'efficacité accrue du secteur public, l'accroissement des recettes aux trois niveaux du gouvernement devraient améliorer le comportement fiscal du secteur public et permettre de percevoir des recettes nettement supérieures. Ces mesures associées aux profits découlant des privatisations en cours devraient contribuer à réduire l'endettement public.

total et aider l'Etat à mieux travailler et à jouer un rôle plus conforme à l'économie moderne et dynamique à laquelle aspire toute la société.

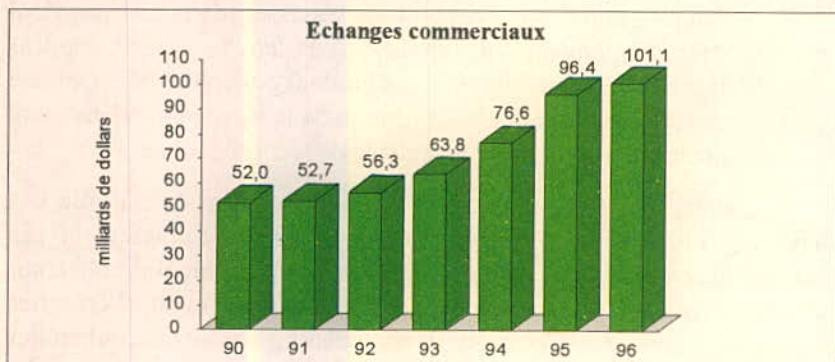
4. Secteur Externe

Le processus d'ouverture a permis d'importer des matières premières, des produits intermédiaires et surtout, des machines et des équipements à des prix inférieurs, ce qui a renforcé la compétitivité de tous les secteurs de l'économie.



Source: BACEN

En cinq ans, les échanges commerciaux ont pratiquement doublé, passant de 52,1 milliards de dollars en 1990 à 101,1 milliards en 1996, cette envolée ayant touché autant les importations que les exportations.

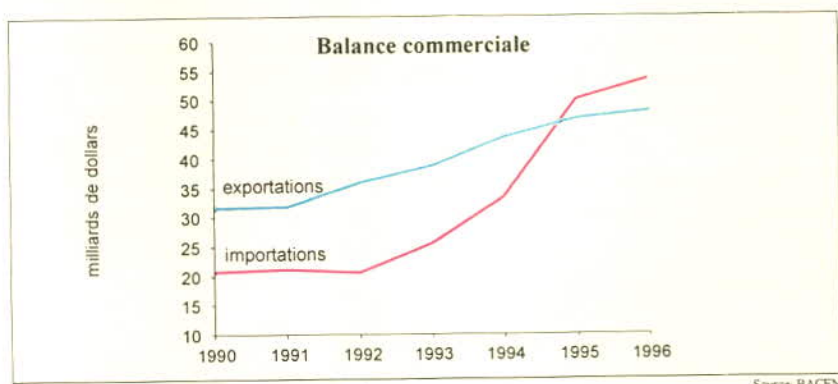


Source: BACEN

■ Balance commerciale

En 1995 et 1996, en dépit de l'augmentation des exportations (6,8% en 1995 et 2,7% en 1996), la balance commerciale a enregistré un déficit par suite de la progression plus forte des importations (50,7% en 1995 et 6,9% en 1996). En 1996, le déficit a été de 5,5 milliards de dollars, soit moins de 1% du PIB actuel du Brésil.

Il convient de se demander quels produits nous importons. La progression des importations est essentiellement due à la croissance enregistrée dans les biens de production, autrement dit les machines et les équipements. Ceci implique un changement dans les rapports entre l'économie brésilienne et l'économie internationale. En réalité, nous nous préparons à accroître la productivité et la production, puis à développer les exportations.



Le gouvernement a adopté diverses mesures d'incitation aux exportations dans le but de résoudre le problème du déficit commercial. Le Brésil souhaite équilibrer ses comptes dans ses relations commerciales avec l'extérieur.

Mesures en faveur des exportations

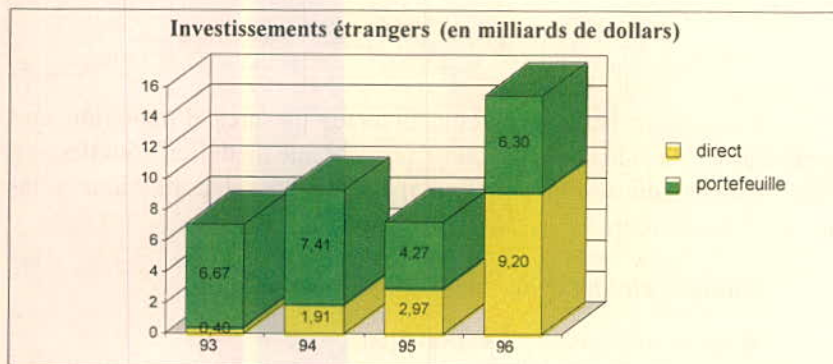
- assurance-crédit à l'exportation
- élargissement du Proex

- dégrèvement de l'ICMS
- réduction du «Custo Brasil».

■ Investissements étrangers

Les événements qui se sont produits en 1995, notamment la stabilisation de la monnaie, la croissance économique et l'élargissement du marché à la suite de la consolidation du Mercosud, se sont révélés être des facteurs importants pour attirer les investissements étrangers directs, ce qui a placé le Brésil (et le Mercosud) parmi les principaux bénéficiaires. La moyenne annuelle des investissements réalisés au cours de la période 90-94 se situe autour de 1 milliard de dollars, elle est passée à 2,9 milliards en 1995, et a atteint les 9,2 milliards en 1996.

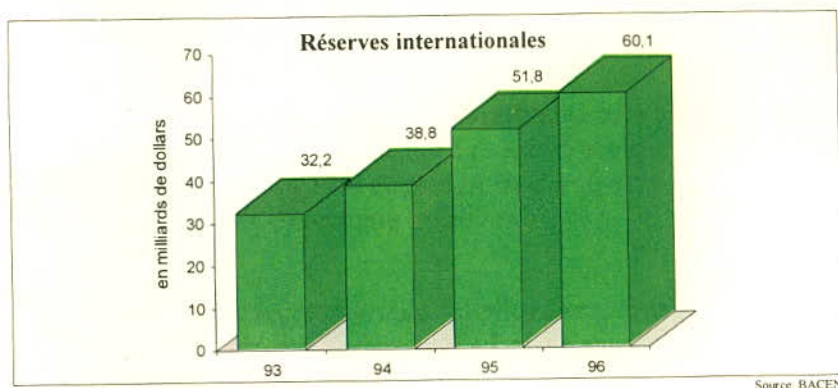
La modification du profil des investissements étrangers constitue une donnée très significative pour l'économie. En 1993 et 1994, pratiquement toutes les ressources étaient destinées au marché des actions. A partir de 1995, la situation a changé, et la majeure partie de l'investissement s'est tournée vers la production. En 1996, les investissements étrangers dans la production se sont établis à 9,2 milliards de dollars, ce qui témoigne de la confiance des investisseurs internationaux dans l'économie brésilienne.



Source: BACEN

■ Réserves internationales

Par suite des bonnes performances de l'économie, les réserves brésiliennes se sont continuellement renforcées depuis 1993, et ont atteint 60,1 milliards de dollars en 1996. Ces réserves assurent une importante liquidité internationale au Brésil et permettent à l'économie brésilienne de se préparer à faire face à d'éventuels problèmes venant de l'étranger.



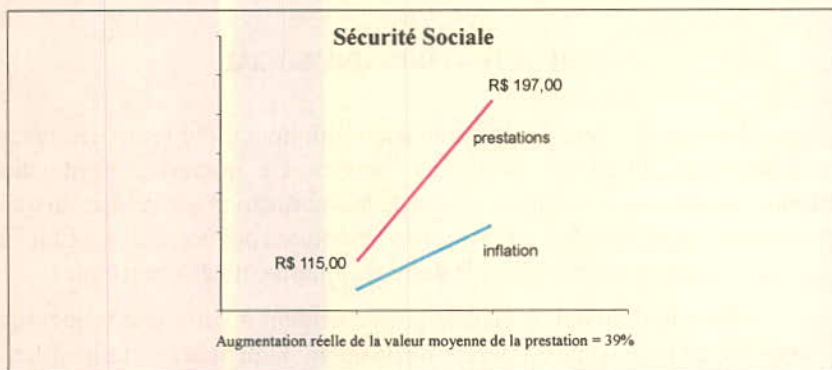
PARTIE II — DOMAINE SOCIAL

Les succès dans le domaine économique ont été remportés sans oublier pour autant les politiques sociales. Ce rapport présente des données relatives aux conséquences de la stabilisation sur le bien-être de la population. Cependant ces résultats ne doivent pas empêcher l'Etat de se réorganiser et de promouvoir des politiques sociales spécifiques.

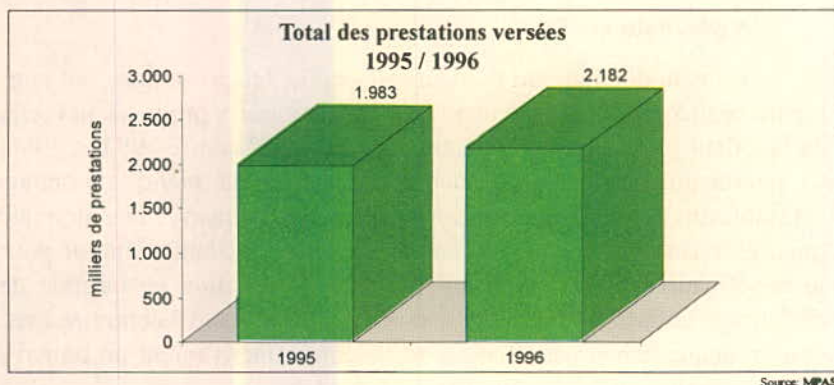
Dans le domaine social, le gouvernement a suivi une trajectoire parsemée de réalisations: il a réduit considérablement la mortalité infantile, il a élaboré le Programme national des droits de l'homme, et fait à ce titre figure de pionnier en Amérique latine; en deux ans à peine, il a installé 100.000 familles et procédé à l'expropriation de trois millions d'hectares de terre. Le système de sécurité sociale a permis d'augmenter le nombre des bénéficiaires et le montant moyen des prestations versées. Le Programme de revenu minimum mis en place par ce gouvernement est relativement actif. Les droits des enfants et des adolescents sont garantis dans la législation à la suite d'une initiative parlementaire. Le travail en esclavage et le travail des enfants fait l'objet de répressions sévères. Le bornage des terres indigènes est pratiquement terminé. Le gouvernement a également relancé le débat sur les noirs et les femmes. Tout cela s'est déroulé dans une ambiance de parfaite démocratie et de liberté totale.

■ Sécurité sociale

Dans le domaine de la sécurité sociale, les prestations ont augmenté beaucoup plus rapidement que l'inflation. La progression réelle de la valeur moyenne des prestations a été de 39% entre 1994 et 1996. Ce pourcentage est encore beaucoup plus important quand la monnaie est stable que quand il est destiné à corriger l'inflation avec une monnaie qui n'est pas stable. Même s'il semble constituer une augmentation pour le bénéficiaire au moment où il perçoit sa prestation en période de déflation, l'inflation aura érodé son pouvoir d'achat. Au contraire avec une monnaie stable, cette hausse représente effectivement un pouvoir d'achat accru pour le bénéficiaire.



En 1995, le total des prestations versées a atteint 1.983.000 et en 1996, 2.182.000. Si on ne tient pas compte des cas d'annulations, de cessation de prestations par suite d'un décès ou d'autres causes, les prestations versées en 1996 concernent environ 800.000 nouveaux bénéficiaires. Les charges de sécurité sociale sont par conséquent énormes, puisque non seulement la valeur moyenne de la prestation a augmenté, mais aussi le nombre des prestataires. En dépit de tous les efforts mis en oeuvre par le gouvernement pour éviter le déficit, la réforme de la sécurité devient de plus en plus urgente. Sans elle, le pays pourrait avoir de graves difficultés à moyen terme à assurer le versement des prestations.



Le Programme de revenu minimum approuvé par le Congrès national et mis en place par ce gouvernement constitue également une composante importante de la Sécurité sociale. Il couvre 280.000 handicapés, 40.000 personnes âgées, 340.000 enfants et adolescents. De plus, le nouveau programme de la bourse «Enfance citoyenne» a déjà été lancé dans le but de mettre un terme au travail des enfants dans les entreprises d'exploitation de charbon du Mato Grosso do Sul (560 bourses), et il sera étendu aux enfants qui travaillent dans les plantations de canne à sucre de Pernambouc et à la culture du sisal à Bahia.

Ce programme vise à accorder des revenus à ceux qui n'en ont pas et qui n'ont jamais cotisé au système de sécurité sociale. Le gouvernement a réaffirmé son obligation de prendre en charge ces personnes parce qu'elles sont des citoyens comme les autres.

Le système de sécurité sociale remplit de cette manière sa mission de redistribution du revenu, autrement dit il prend aux plus favorisés pour le redonner aux moins favorisés ou aux plus pauvres.

■ Santé

Dans le domaine de la santé, la décentralisation des services a fortement progressé. Les municipalités bénéficiant du SUS (Service unique de santé) ont atteint en 1996 le nombre de 3.078, soit 61,85% de l'ensemble des villes brésiliennes déjà couvertes par ce système. Les conseils de santé ont également augmenté considérablement et leur nombre s'est établi à 3.031 au cours de l'année 1996.

La mise en place du SUS nécessite le contrôle de la société car il est indispensable dans le cadre de ce processus de créer des conseils de santé et de désigner des représentants pour ces conseils. Ces initiatives ont reçu un appui solide du gouvernement.

Décentralisation

Gestions	Municipalités bénéficiaires	
	décembre 1994	1996
Semi-intégrée	24	137
Partielle	537	618
Engagée	1.832	2.323
Total	2.433	3.078
% de municipalités brésiliennes		61,85

Décentralisation

Conseils de sante	1994	septembre 1996
Municipalités	2.433	3.031
Etats	19	27

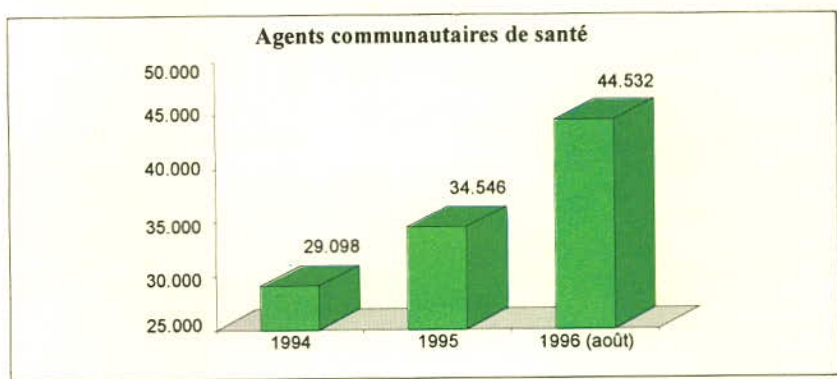
Une action d'envergure a été mise en place pour les zones les plus pauvres du Brésil: il s'agit du programme des Agents communautaires de santé. Ce programme prévoit de former des personnes recrutées par les préfectures locales afin de leur fournir une assistance dans des problèmes de base, notamment en matière d'hygiène, d'alimentation et de soins médicaux légers. Le nombre de ces agents communautaires croît de manière significative, et a maintenant dépassé la barre de 44.000 au cours de 1996. Ce travail a un effet positif très important sur la santé de la population.

Un autre programme important a été lancé au profit de la population la plus pauvre, le Programme des équipes de santé de la famille, dont les bénéficiaires ont plus que triplé, passant de 1,3 million en décembre 1994 à 3,3 millions en décembre 1996, répartis sur 228 municipalités.

Dans le domaine de la santé, l'effort du gouvernement ne consiste pas seulement à proposer une médecine curative de première qualité,

mais aussi à prendre soin de la population la plus défavorisée. Or cette assistance va de pair avec un renforcement de la lutte contre les maladies endémiques, des campagnes épidémiologiques, des soins aux familles, de l'action des agents communautaires et passe nécessairement par une meilleure nutrition.

Le gouvernement souhaite que 1997 soit l'année de la santé et a l'intention de se mobiliser pour y parvenir.



Equipes de santé de la famille

Année	Equipes	Municipalités	Bénéficiaires
décembre 94	321	65	1,3 millions
décembre 95	724	179	2,3 millions
décembre 96	847	228	3,3 millions

La mortalité infantile a considérablement diminué au cours des deux années passées. Dans huit Etats parmi les plus pauvres du Brésil, le taux de réduction de la mortalité infantile est passé de 8,1% à 45,5%. Il s'agit donc d'une baisse très importante. L'Eglise et les organismes internationaux ont contribué à ce résultat. Avec l'amélioration de la nutrition et des conditions d'hygiène de la population la plus pauvre, on parviendra à réduire encore davantage le taux de mortalité infantile au cours des prochaines années.

Mortalité infantile
Etats de la Région Nordeste avec PACS
(Programme de Agents Communautaires de Santé)

Etats	1994 ¹	1995 ¹	Diminution (%)
Alagoas	*	104,2	
Bahia	110,9	63,4	42,8
Ceará	80,0	49,7	37,9
Maranhão	71,2	55,8	21,6
Paraíba	90,5	49,3	45,5
Pernambuco	101,4	62,2	38,7
Piauí	67,3	52,8	21,6
Rio Grande do Norte	*	62,0	
Sergipe	93,6	86,0	8,1

(1) Taux de mortalité infantile sur 1.000 nouveau-nés vivants.

(*)Etats ne disposant pas d'informations en 1994.

Source: MS

■ Education

L'année 1996 a été l'année de l'éducation. Avec l'appui du Congrès, le gouvernement a approuvé une réforme constitutionnelle dont l'impact est fondamental, le Programme de revalorisation du corps enseignant, qui a permis de modifier la répartition des ressources affectées au domaine de l'éducation entre les Etats et les municipalités.

Et au terme de huit ans de débats au Congrès, la Loi d'orientation et de base a enfin été approuvée grâce à la coopération de nombreux secteurs, notamment de son rapporteur le sénateur Darcy Ribeiro. C'est un travail de grande valeur que le Congrès a remis au gouvernement.

Plus de 30 millions d'élèves bénéficient des programmes de distribution de manuels scolaires et de goûters dans les écoles.

La mise en place du «Provão» (évaluation de fins d'études) a également constitué une action importante. Le gouvernement estime

qu'en matière d'éducation, l'exigence de qualité est essentielle pour le professeur comme pour l'élève. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre au point de nouvelles méthodes d'évaluation telles que les épreuves de fin d'année afin d'évaluer la qualité de l'enseignement universitaire. Le «Provão» marque un changement dans la qualité de l'éducation.

Données de base sur l'éducation

Fonds de Valorisation du Corps Enseignant

- Investissement par élève / par an = 300 réals

Manuels scolaires

- 32 millions d'élèves
- 87,2 millions de manuels
- 220.000 écoles

Goûters scolaires dans les écoles

- augmentation du nombre de municipalités couvertes par le Programme (de 3.912 à 4.208)
- fourniture de goûters dans les écoles pour 33 millions d'élèves dans le réseau d'Etat, municipal et philanthropique d'Enseignement primaire, pendant 180 jours de l'année scolaire

TV Escola

- 51.820 écoles agréées
- 38.846 kits achetés
- 1,5 million de professeurs
- 24 millions d'élèves

Evaluation de l'enseignement

- nombre d'élèves du SAEB / 95: 90.499 (Source: Rapport SAEB)
- Examen National de Cours (ENC)

Cours	n° de cours	Eleves inscrits
Administration	348	27.522
Droit	178	27.038
Ingénierie civile	101	4.569
Total	627	59.129

Observation: 55.526 élèves seulement se sont effectivement présentés.

■ **Emploi**

En ce qui concerne l'emploi et la qualification professionnelle, le gouvernement s'est efforcé de trouver des solutions. 1,7 milliard de réals et près de 1,6 milliard de réals ont été affectés respectivement aux programmes PROEMPREGO (Programme de développement de l'emploi et d'amélioration de la qualité de la vie des travailleurs) et PROGER (Programme de création d'emploi et de revenu) lancés par le Ministère du Travail. Le PROEMPREGO vise à créer des emplois directs et indirects dans les secteurs de la protection de l'environnement, de l'infrastructure touristique, des transports collectifs urbains, et à relancer les sous-secteurs industriels.

L'objectif de PROEMPREGO est de créer et de maintenir 2,7 millions de postes de travail au cours des prochaines années. Environ 292.000 personnes ont bénéficié du PROGER en 1996. De plus, 260 millions de réals ont été consacrés à l'enseignement et à la formation professionnelle au profit de 1,014 millions de travailleurs. Il s'agit donc de chiffres élevés, qui devraient cependant être encore plus importants en 1997, selon les prévisions du gouvernement.

Emploi et qualification professionnelle

Programme	Ressources (en millions de R\$)	Emploi/formation
PROEMPREGO	1.700	
PROGER	1.589,3	292 mil
Qualification professionnelle	265,8	1.014 mil

■ Réforme agraire

La réforme agraire a beaucoup avancé pendant ces deux années. Trois millions d'hectares ont fait l'objet d'expropriations, soit en moyenne annuelle pratiquement le double de ce qui avait été réalisé sous les gouvernements précédents. De cette manière il a été possible d'installer 100.000 familles, alors que la moyenne historique enregistrée par le Brésil était de 12.000 familles par an. Avec le gouvernement actuel, 50.000 familles en moyenne ont pu s'installer chaque année, ce qui représente quatre fois la moyenne historique. Et son objectif vise à installer 280.000 familles avant la fin de son mandat.

La collaboration du Congrès a joué un rôle décisif dans les efforts du gouvernement pour résoudre les problèmes d'attribution de terre. Le Congrès a approuvé trois lois qui ont réformé la question:

- la première exige que les promoteurs assurent le suivi du processus d'expropriation;
- la deuxième dite «de procédure sommaire», qui a pour objectif d'accélérer les procédures judiciaires d'expropriation des propriétés rurales, a été approuvée à l'unanimité: en vertu de cette loi, le juge fédéral engagera la procédure, moyennant le dépôt de la demande initiale, dans le délai maximum de 48 heures pour permettre au demandeur de prendre possession des lieux, et ordonnera que la signification d'expropriation soit délivrée à l'exproprié afin qu'il puisse la contester;

- enfin la loi sur l'Impôt territorial rural (ITR); le nouvel ITR prévoit l'imposition progressive des terres improductives qui peut atteindre jusqu'à 20% par an de la valeur de la propriété. De cette manière, le montant des impôts acquittés au bout de quelques années pourrait être supérieur à la valeur de la terre, autrement dit, celui qui ne produit pas sera encouragé à vendre sa propriété. Mais plus important encore, le fait que l'impôt soit calculé sur la valeur déclarée par son propriétaire devrait servir de base pour une éventuelle expropriation. Le nouvel ITR est destiné à promouvoir une véritable révolution dans les campagnes, sans traumatisme ni violation de la loi. Ceci signifiera dans la pratique qu'on va retirer sa terre à celui qui ne produit pas pour la donner à celui qui n'en a pas de terre et qui souhaite la cultiver.

Le travail réalisé par le Congrès sur la question de la réforme agraire marque un tournant décisif dans l'histoire du Brésil moderne.

■ Communauté Solidaire

Le Programme Communauté solidaire a été considérablement renforcé au cours de l'année 1996. Les municipalités couvertes par le Programme ont fait plus que triplé, passant de 302 en 1995 à 1.111 en 1996. Autre facteur important, 7,5 millions de paniers de ménagère ont été distribués dans 1.094 municipalités, communautés indigènes et campements de «Sans-terre». Près d'1,2 million d'enfants dans 802 municipalités ont ainsi pu être nourris dans le cadre du programme d'assistance à l'enfance.

Communauté Solidaire *Données de base de 1996*

Municipalités couvertes

- 1995 = 302
- 1996 = 1.111

Assainissement et logement

- eau potable pour 263.000 familles
- système d'égouts pour 228.000 familles

Alimentation

- 7,5 millions de paniers de ménagère distribués dans 1.094 municipalités, communautés indigènes et campements de «Sans-terre»

Malnutrition infantile

- 1,2 million de bénéficiaires
- 802 municipalités couvertes.

■ Culture

La culture s'est confirmée être un facteur indispensable dans la définition d'un nouveau modèle de citoyenneté.

Avec ce gouvernement, tous les Etats ont bénéficié pour la première fois d'investissements culturels et de ressources de l'Union.

En 1996, les ressources du Fonds national de la culture, qui finance à fonds perdus 80% de la valeur des projets présentés par des organismes à fins non lucratives, ont doublé, en donnant la priorité à la préservation du patrimoine culturel. En ce qui concerne le patrimoine historique, il a été demandé aux entreprises publiques d'affecter une partie de leur budget de publicité à des projets de réhabilitation de monuments et au soutien de l'activité artistique et culturelle du Brésil. Elles ont accepté de le faire, ce qui a largement stimulé les activités culturelles;

Quatre modifications législatives récentes ont eu des répercussions sur l'environnement culturel:

- la réglementation de la conversion de la dette extérieure qui sera affectée à des projets audiovisuels brésiliens émanant de sociétés de production indépendantes;

- l'augmentation du pourcentage de déduction d'impôt sur le revenu des sociétés de 1% à 3% si elles investissent dans ces projets audiovisuels;
- l'augmentation des ressources provenant des loteries et de tirages au sort sur la base de paris, qui seront affectées au Fonds national de la culture;
- la création de la Commission du cinéma.

■ Environnement

Le gouvernement s'est intéressé en permanence à la question de l'environnement. Cinq ans après la Conférence de 1992, le Brésil va organiser en 1997 à Rio de Janeiro une conférence sur ce thème intitulée «Rio plus 5». L'environnement a donc fait partie des sujets débattus à tous les échelons du gouvernement et dans les segments les plus variés de la société.

Parmi les réalisations les plus récentes dans ce domaine, il convient de citer les activités de développement soutenables à terme, d'un montant de 100 millions de réals, menées dans le cadre du Programme national de l'environnement. De son côté, le Fonds national de l'environnement a financé en 1996 102 projets auxquels il a consacré des ressources de 8 millions de réals, dont près de 80% au profit d'organisations non-gouvernementales et de petites villes (moins de 120.000 habitants).

En ce qui concerne l'Amazonie, parallèlement à la Politique nationale intégrée qui prévoit des actions dans le domaine de la protection des forêts, de l'écotourisme et des réserves boisées, le gouvernement met en oeuvre des projets grâce aux fonds provenant du Programme pilote pour la protection des forêts tropicales du Brésil (PPG-7), d'un montant de 200 millions de dollars.

■ Défense nationale

Le gouvernement a repris la question de la défense nationale parce que ce sujet intéresse toute la nation. Des directives claires ont été

formulées sur la finalité de la politique de défense nationale, puis distribuées dans toutes les chancelleries. Le Brésil applique aujourd'hui une politique bien définie, élaborée non seulement par les ministres en charge des questions militaires, mais aussi par les ministres de la Justice, de la «Casa Civil» (Cabinet de la Présidence de la République), des Relations extérieures et des Questions stratégiques.

D'autres actions ont été menées à bien dans ce domaine. Une «Autorité nationale» a été créée afin de mettre en oeuvre les dispositifs de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques. Le contrôle des exportations a été renforcé dans le domaine des technologies sensibles, et le Brésil a participé au Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) et au Groupe de fournisseurs nucléaires (NSG). Il convient également de mentionner la participation de troupes brésiliennes à des missions de paix de l'ONU.

■ Droits de l'homme

Plusieurs actions et programmes coordonnés par le ministère de la Justice, avec la participation d'autres ministères, ont été mises en oeuvre dans le but de lutter contre les drogues, de réprimer le travail forcé, de valoriser la population noire, d'éliminer la discrimination à l'embauche et dans le travail, de réglementer le travail des femmes et les droits de la femme, enfin d'éradiquer le travail des enfants. Ces actions s'inscrivent dans le cadre du Programme national des droits de l'homme lancé en mai 1996. A part le Brésil, seules l'Australie et les Philippines ont adopté un plan de cette envergure.

A noter que les familles de personnes disparues à la suite d'activités politiques entre 1968 et 1979 (Loi 9.140 / 95) ont perçu des indemnisations d'un montant total de 15 millions de réals. Les dépenses prévues à ce titre s'élèveront à 29 millions de réals en 1997.

■ Question indigène

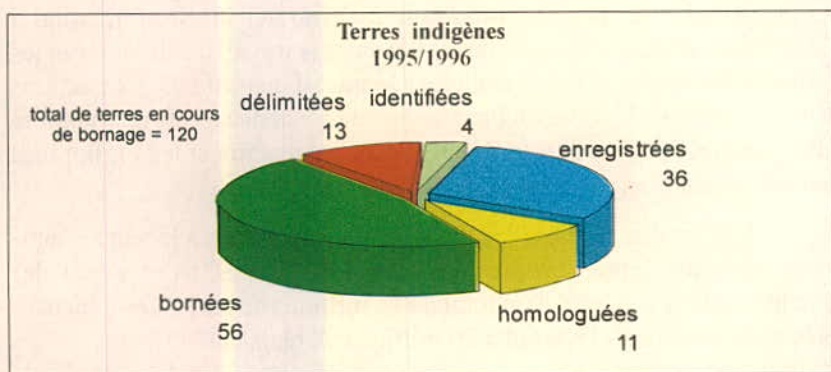
Le gouvernement a relancé le débat sur des bases irréfutables du point de vue légal sur la question du bornage des terres indigènes. Au

cours de cette période, le nombre de terres bornées a été plus élevé que sous n'importe quel autre gouvernement au Brésil. Les indigènes brésiliens, qui sont aujourd'hui près de 300.000, disposent maintenant de 11% du territoire national.

Si on tient compte des cas où la procédure administrative de régularisation des terres indigènes est en cours, sur un total de 556 terres indigènes recensées au Brésil, 120 (soit 22%) ont fait l'objet d'un traitement de la part du gouvernement actuel, dont:

- terres enregistrées — 36
- terres homologuées — 11
- terres bornées — 56
- terres délimitées — 13
- terres identifiées — 4

En termes d'extension territoriale, les 120 terres en cours de bornage dans la période 1995-1996 représentent au total près de 37 millions d'hectares, soit 44% de l'ensemble du territoire indigène recensé par l'Union.



Source: FUNAI

CONSIDERATIONS FINALES

Les progrès enregistrés au cours des deux premières années de gouvernement sont évidents. Le Brésil est de nouveau sur la bonne voie. Nous avons renoué avec la croissance. Nous avons commencé à réformer l'Etat. Nous avons engagé une nouvelle phase de privatisations. Les politiques sociales produisent des résultats positifs. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut continuer à avancer. Le gouvernement s'est engagé à répondre aux besoins de la population. L'important, c'est le Brésil.

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA
Secretaria de Comunicação Social

Apoio Institucional
Ministério das Relações Exteriores
Ministério da Fazenda
Ministério do Planejamento e Orçamento
Banco Central do Brasil

COLEÇÃO DOCUMENTOS
DA PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

EM PORTUGUÊS

1. DISCURSO DE DESPEDIDA DO SENADO FEDERAL
2. DISCURSO DE POSSE
3. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL — 1995
4. POLÍTICA EXTERNA — PRONUNCIAMENTOS (primeiro semestre de 1995)
5. POLÍTICA EXTERNA — PRONUNCIAMENTOS (segundo semestre de 1995)
6. A NOVA FASE DA PRIVATIZAÇÃO
7. CONCESSÕES DE SERVIÇOS PÚBLICOS NO BRASIL
8. FATOS E DADOS SOBRE O BRASIL DO REAL
9. REAL, UM NOVO COMEÇO
10. PROPOSTA DE REFORMA ADMINISTRATIVA
11. PROPOSTA DE REFORMA TRIBUTÁRIA
12. DIREITOS HUMANOS: NOVO NOME DA LIBERDADE
E DA DEMOCRACIA
13. PLANO DIRETOR DA REFORMA DO APARELHO DO ESTADO
14. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL — 1996
15. OS RUMOS PARA 1996
16. PROGRAMA NACIONAL DE DIREITOS HUMANOS
17. SOCIEDADES INDÍGENAS E A AÇÃO DO GOVERNO
18. COMUNIDADE SOLIDÁRIA: TODOS POR TODOS
19. O MERCADO DE TRABALHO E A GERAÇÃO DE EMPREGOS
20. POR UM BRASIL MAIS JUSTO — AÇÃO SOCIAL DO GOVERNO
21. UMA ESTRATÉGIA DE DESENVOLVIMENTO SOCIAL
22. PRONUNCIAMENTOS DO PRESIDENTE DA REPÚBLICA — 1995
23. BRASIL EM AÇÃO — INVESTIMENTOS PARA O DESENVOLVIMENTO
24. POLÍTICA DE DEFESA NACIONAL
25. GLOBALIZAÇÃO E OUTROS TEMAS CONTEMPORÂNEOS
26. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL — 1997
27. DOIS ANOS DE MUDANÇAS

EM INGLÊS

1. PRIVATIZATION ENTERS A NEW PHASE
2. PUBLIC SERVICE CONCESSIONS IN BRAZIL
3. THE RESULTS OF THE REAL PLAN

4. THE TELECOMMUNICATION SECTOR IN BRAZIL
5. BRAZIL 1996: FROM REFORM TO GROWTH
6. THE IMPACT OF GLOBALIZATION ON DEVELOPING COUNTRIES
— RISKS AND OPPORTUNITIES
7. NATIONAL PROGRAMME ON HUMAN RIGHTS
8. TWO YEARS OF CHANGE
9. LABOR MARKET AND EMPLOYMENT GENERATION IN BRAZIL

EM FRANCÈS

1. SOCIÉTÉS INDIGÈNES ET L'ACTION DU GOUVERNEMENT
2. COMMUNAUTÉ SOLIDAIRE: TOUS POUR TOUS
3. PROGRAMME NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
4. BRÉSIL: DES RÉFORMES À LA CROISSANCE
5. DEUX ANNÉES DE CHANGEMENTS

EM ESPANHOL

1. BRASIL, 1996 DE LAS REFORMAS AL CRESCIMIENTO
2. PROGRAMA NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS
3. DOS AÑOS DE CAMBIOS
4. EL MERCADO DE TRABAJO Y LA GENERACIÓN DE EMPLEOS

Pour obtenir des copies supplémentaires de cette publication, contacter
Presidência da República
Secretaria de Comunicação Social
Esplanada dos Ministérios, bloco A, 6º andar
Telefone: (061) 224-7300, 315-1707
Fax: (061) 322-4624
Brasília, DF
CEP: 70054-900
Voir aussi:
<http://www.radiobras.gov.br/secompr>

ESTA OBRA FOI FORMATADA
E IMPRESSA PELA
IMPrensa NACIONAL,
SIG, QUADRA 6, LOTE 800,
70604-900, BRASÍLIA, DF,
EM 1997, COM UMA TIRAGEM
DE 1.000 EXEMPLARES



C'EST L'HEURE DU BRÉSIL